



Conseil des
écoles publiques
de l'Est de l'Ontario

Mémoire

soumis à l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario
par le Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario (CEPEO)

dans le cadre de la
consultation sur les médias de l'Ontario français

le 6 février 2017



2445, boul. Saint-Laurent, Ottawa (Ontario) K1G 6C3

CEPEO.ON.CA | 613-742-8960 | 1-888-332-3736

ÉCOLES DE CHOIX | CONSEIL DE CHOIX



Le CEPEO en bref

Le Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario (CEPEO) accueille quelque 14 500 apprenants et apprenantes dans 40 écoles élémentaires, secondaires et pour adultes sur un vaste territoire d'une superficie de 40 319 km² qui couvre l'ensemble de l'Est de l'Ontario. D'Ottawa où se trouve le siège social, le territoire du CEPEO s'étend à Hawkesbury et Cornwall à l'est, Pembroke à l'ouest et Kingston et Trenton au sud. Le CEPEO compte 1 850 employés et employées en équivalents à temps plein, en majorité du personnel enseignant.

À l'instar des autres conseils scolaires de langue française en Ontario, le CEPEO doit relever les défis particuliers à l'enseignement en milieu francophone minoritaire. Un grand nombre de nos élèves proviennent de familles exogames et ne parlent pas ou parlent peu français à la maison. D'autres arrivent de pays où le français est la langue seconde. Presque tous vivent dans des milieux fortement anglo-dominants.

Nos écoles ont donc pour rôle d'offrir une éducation de grande qualité tout en cultivant chez les élèves la fierté et la maîtrise de la langue et en assurant la transmission de la culture. Nos écoles se veulent des lieux où les jeunes peuvent se construire une identité culturelle positive et une appartenance à la francophonie, plus particulièrement à la communauté franco-ontarienne.

Le CEPEO croit profondément au concept de l'école communautaire citoyenne au cœur de sa collectivité. Pour offrir aux élèves l'ensemble des occasions et expériences qui leur permettront de développer leur créativité, d'adopter de saines habitudes de vie, de comprendre le monde qui les entoure et de devenir des citoyens et citoyennes engagés sur le plan civique, l'école doit être ancrée dans sa communauté.

Dans ce contexte, il est essentiel que le CEPEO puisse s'appuyer sur les médias de langue française dans la poursuite de sa mission.

Les médias de langue française : éléments clés de la vitalité de notre communauté

Les médias de langue française remplissent un rôle essentiel au sein d'une communauté minoritaire francophone. Non seulement ils témoignent de la vitalité de cette communauté, mais ils y contribuent activement en rapportant ses activités, en faisant connaître ses enjeux, en interpellant ses leaders et en mettant en lumière ses succès comme ses échecs.

Mais surtout, ils contribuent à mettre la culture et la langue française sur la place publique. Ils élargissent l'espace francophone en démontrant de façon quotidienne que le français n'est pas confiné à la maison et à l'école. On ne saurait sous-estimer l'importance de ce rôle pour nos élèves qui sont à forger leur identité culturelle. Ils ont besoin de voir que leur langue est utile et qu'elle est utilisée par un grand nombre de personnes dans toutes les sphères d'activité, depuis la politique, l'économie, les arts et la culture jusqu'aux sports.



Les médias de langue française : des partenaires essentiels

Pour le CEPEO, les médias de langue française sont donc non seulement des outils importants de communication, mais aussi des outils de valorisation culturelle. D'une part, ils répondent au besoin du CEPEO de communiquer avec sa clientèle et le public. D'autre part, ils contribuent à élargir l'espace francophone et à valoriser la voix des élèves.

Ce double rôle se reflète dans les relations que le CEPEO a développées avec l'ensemble des médias de langue française qui diffusent sur son territoire, qu'il s'agisse du quotidien *Le Droit*, des stations locales de télévision et de radio de la Société Radio-Canada, de TFO, des nombreux hebdomadaires locaux et régionaux ou des stations communautaires de radio et de télévision.

Notons d'abord que le CEPEO consacre une part importante de son budget de communication à des placements publicitaires et publiereportages dans le quotidien et les nombreux hebdomadaires de l'Est ontarien. Le CEPEO achète également de la publicité sur les ondes des radios communautaires. Ces placements médiatiques permettent au CEPEO de se faire connaître, de recruter des élèves et de mettre en valeur ses réalisations. Les placements dans les médias communautaires (hebdomadaires et radios) répondent de façon particulière au besoin du CEPEO de joindre sa clientèle sur l'ensemble de son territoire.

À cela s'ajoute évidemment la couverture que chacun de ces médias accorde de façon ponctuelle aux décisions du Conseil, aux activités de ses écoles, aux initiatives de son personnel et aux réussites de ses élèves.

Mais le CEPEO entretient également avec plusieurs médias des partenariats qui vont au-delà du placement médiatique ou même de la couverture journalistique. Plusieurs de ces partenariats offrent des occasions de formation à nos élèves et leur ouvrent des perspectives d'emploi et d'avenir. D'autres leur permettent de mieux connaître la communauté francophone et d'y participer activement. En voici quelques exemples :

- Chaque semaine, la chronique « Les bons coups scolaires » de l'émission de fin d'après-midi à la radio communautaire Unique FM sert de vitrine aux réussites des élèves et du personnel.
- Quelques médias, dont Unique FM et la télévision communautaire Rogers, accueillent de nos élèves du secondaire pour des stages d'apprentissage coopératif en radio et télévision.
- Le projet « Radio à l'école » parrainé par le MICRO a permis à des classes de s'initier aux rudiments de la production radiophonique avec l'appui d'un artisan de la radio communautaire, de visiter la station et même de produire quelques segments en ondes.



- Des ententes avec le magazine Le Chaînon et Seaway News (Cornwall) permettent à nos élèves de faire publier leurs articles. Notons que jusqu'à la disparition récente de l'Express d'Orléans, le CEPEO entretenait un partenariat de longue date avec ce journal pour la publication de L'Express étudiant. Ce cahier mensuel donnait l'occasion à de nombreux élèves du CEPEO de voir leurs articles publiés dans un « vrai » journal et la qualité de leur travail reconnue lors d'une remise annuelle de prix en journalisme.
- Le CEPEO collabore activement avec divers médias dont TFO, Radio-Canada et Rogers pour la réalisation de reportages et ou entrevues dans nos écoles.
- Un partenariat avec le quotidien Le Droit permet de mettre le journal à la disposition des élèves dans toutes nos salles de classe.

Conscient de la fragilité financière de plusieurs de nos médias de langue française, le CEPEO n'hésite pas, dans la mesure de ses moyens, à les appuyer financièrement par des commandites ou l'achat de publicité dans des cahiers publicitaires spéciaux.

Perspectives d'avenir

Le CEPEO est d'avis que les médias de langue française jouent un rôle essentiel au sein de la communauté minoritaire francophone. Toutefois, leurs ressources financières limitées réduisent considérablement leur capacité à jouer pleinement ce rôle dans un environnement médiatique très compétitif et bousculé par le virage numérique. Le CEPEO croit que des mesures s'imposent pour améliorer la qualité et la pertinence des médias de langue française et assurer leur pérennité. Voici quelques pistes de solution.

1. Augmenter le contenu local

Dans son étude de 2011 sur les radios communautaires de langue française, le Commissariat aux services en français de l'Ontario affirme que, pour s'épanouir, les communautés francophones doivent « percevoir que le français est une langue de communication valorisée par l'État et utile pour le maintien du patrimoine culturel. Ainsi, les communautés francophones doivent pouvoir se lire, s'écouter et se voir en français d'une façon pertinente et utile »¹.

L'étude précise que « quelques émissions locales une fois par semaine, ou même une heure par jour de programmation, c'est manifestement insuffisant, parce que le contenu local est de la plus haute importance pour les francophones qui vivent en situation minoritaire. Ceci étant dit, les francophones résidant dans des collectivités dépourvues de programmes locaux pertinents diffusés dans leur langue se tournent presque inévitablement vers d'autres sources d'information »².

¹ Commissariat aux services en français de l'Ontario, *Étude sur les radios communautaires francophones de l'Ontario : Éléments clés de la vitalité des communautés*, avril 2011, p. 7

² Ibid, p. 5



Ce constat explique pourquoi tant de francophones d'Ottawa et de l'Est ontarien s'abreuvent auprès des médias de langue anglaise malgré la présence d'un grand nombre de médias de langue française. C'est que la majorité de médias basés à Gatineau s'intéressent peu à l'Ontario. Le journal *Le Droit*, dont une majorité des lecteurs et lectrices se trouvent au Québec, doit parfois privilégier la couverture québécoise. En ce qui touche Radio-Canada, le fait de partager entre deux provinces des créneaux horaires locaux déjà très limités réduit d'autant le temps d'antenne consacré exclusivement à l'Ontario.

Les hebdomadaires couvrent généralement assez bien leur milieu, mais ne peuvent remplir les mêmes fonctions qu'un quotidien. Et comme l'illustre la disparition récente de *L'Express d'Orléans*, leur survie devient de plus en plus précaire dans un environnement médiatique en pleine transformation. La radio et la télé communautaires, surtout depuis l'arrivée d'Unique FM en 2010, offrent la programmation locale la plus complète, mais bénéficieraient de moyens accrus pour mieux pénétrer leur marché.

Recommandation 1

Que l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario se penche sur les moyens à prendre pour faire augmenter le contenu local dans les médias de langue française de la région d'Ottawa et de l'Est ontarien.

2. Protéger la qualité et la rigueur de l'information

Dans une société démocratique, les citoyens et citoyennes doivent pouvoir compter sur les médias pour leur fournir une information et une analyse justes au sujet des événements et des décisions qui les touchent. Or, la prolifération des réseaux sociaux et des plateformes numériques donne accès à une quantité phénoménale de renseignements et d'opinions de toutes sortes, tellement qu'il est souvent difficile de faire la part des choses.

Dans un tel contexte, il est plus important que jamais que nos médias aient les moyens d'assurer une couverture juste, complète et équilibrée de l'actualité tant sur les plateformes traditionnelles que numériques. Une telle couverture repose sur des journalistes bien formés et encadrés par une entreprise de presse qui adhère à des standards de qualité élevés et un code de déontologie rigoureux.

Recommandation 2

Que l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario fasse ressortir l'importance pour la communauté franco-ontarienne d'avoir accès à des médias de langue française qui fournissent une couverture juste, complète et équilibrée de l'actualité.

3. Appuyer les programmes de littératie numérique et médiatique

En cette ère numérique où ils sont bombardés d'information comme jamais auparavant et où ils ont facilement accès à des sources peu fiables, nos jeunes ont besoin de solides compétences en littératie numérique et médiatique. Ils doivent savoir comment authentifier une information trouvée sur Internet, analyser un message publicitaire et évaluer des contenus médiatiques de toutes sortes. Et ils doivent savoir comment bien utiliser les outils que la technologie met à leur disposition.



Les médias de langue française doivent pouvoir appuyer les écoles pour développer de telles compétences chez les jeunes. Le tout récent projet de TFO visant à former de jeunes YouTubeurs en milieu minoritaire francophone est un bel exemple de ce qui peut être fait : un projet ludique, éducatif et stimulant... en français.

Recommandation 3

Que l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario revendique auprès des instances appropriées des ressources pour appuyer des initiatives en matière de littérature numérique et médiatique.

4. Aider les médias de langue française à prendre le virage numérique

Il ne fait aucun doute que pour demeurer pertinents et présents auprès de la génération montante, les médias de langue française doivent prendre le virage numérique. Les contenus qu'ils produisent doivent être déclinés quasi simultanément sur plusieurs plateformes. Or cette transition est difficile pour des médias qui disposent de peu de ressources humaines et financières. Le CEPEO craint que la difficulté d'effectuer le virage numérique n'entraîne tout simplement la disparition de bon nombre de nos médias de langue française.

Recommandation 4

Que l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario appuie les revendications des médias de langue française en faveur d'une aide gouvernementale pour réaliser le virage numérique.

5. Appuyer les médias communautaires

Les médias communautaires de langue française revêtent une importance particulière pour la communauté franco-ontarienne parce qu'ils offrent davantage de contenus locaux que les grands médias.

Les médias communautaires fournissent aussi des espaces où la voix des élèves peut se faire entendre, que ce soit par la publication d'articles rédigés par des élèves ou la réalisation d'entrevues avec des élèves.

Les médias communautaires sont également un endroit privilégié d'apprentissage pour les élèves qui aspirent à une carrière dans le domaine des médias et peuvent être un tremplin pour nos jeunes talents artistiques.

Or, aussi bien nos journaux que nos radios communautaires souffrent depuis plusieurs années d'une baisse importante de revenus en publicité gouvernementale. Et contrairement au Québec qui offre des subventions de fonctionnement aux radios communautaires, l'Ontario ne fournit aucun appui de ce genre depuis l'abolition en 1995 de son programme pour les radios communautaires.

La pauvreté des moyens dont ils disposent limite la capacité des médias communautaires de couvrir les événements de la communauté et d'encadrer des stagiaires qui aspirent à faire carrière dans les médias.



Recommandation 5

Que l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario revendique auprès des instances appropriées une part équitable des enveloppes de publicité gouvernementale fédérale et ontarienne pour les médias communautaires de langue française.

Recommandation 6

Que l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario revendique auprès du Gouvernement de l'Ontario la remise sur pied d'un programme d'appui aux radios communautaires de langue française.

Recommandation 7

Que l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario revendique auprès des instances appropriées la mise sur pied d'un programme d'appui à la formation de la relève dans les médias communautaires en situation minoritaire.

Conclusion

En offrant à ses élèves une éducation de très grande qualité axée sur les compétences du 21^e siècle, en leur inculquant la fierté de leur langue, en développant leur identité culturelle, en leur insufflant un sentiment d'appartenance à la communauté francophone, le CEPEO souhaite leur permettre de devenir des citoyens et des citoyennes engagés dans leur milieu francophone.

Le CEPEO compte sur les médias de langue française pour exécuter son mandat et atteindre ses objectifs.

C'est pourquoi, notre Conseil invite l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario à tenir compte des pistes de réflexion et d'action proposées dans le présent mémoire dans l'élaboration de son Livre Blanc sur les médias de l'Ontario français.